

Téléphones portables : pas toujours supportables !

Philippe Riat (Verts)

Le smartphone est un gros consommateur de ressources naturelles non renouvelables. Il contient entre 40 et 60 métaux différents. Nombre de ces composants ont été extraits dans des terres rares dont l'exploitation est régulièrement dénoncée. Et pourtant, malgré la rareté de ces composants, le téléphone portable n'a une durée de vie que très limitée et les fabricants rivalisent d'idées pour pousser les consommateurs à en changer le plus souvent possible. Ces appareils sont en outre énergivores. Ils sont connectés à des applications elles aussi énergivores qui travaillent de manière invisible et en permanence. Plus on utilise du numérique, plus on produit de données, plus on a besoin de les stocker, plus ça coûte en ressources et en énergie. De leur production à leur destruction, les smartphones ont un impact environnemental catastrophique : on pollue désormais plus en prenant son smartphone qu'en prenant l'avion !

Les études se multiplient également pour mettre en garde sur l'utilisation excessive de ces appareils ; effets néfastes sur la santé, dépendance digitale, problèmes d'addiction, source d'accident, abus en tout genre, etc.

Pour certains ne pas posséder de smartphone relève d'un aspect plus politique : récolte de données personnelles et capitalisme de surveillance, mainmise des firmes privées sur les technologies, outil de contrôle, injonction faite à chacun d'être constamment connecté et donc disponible en permanence, etc. Ne pas avoir de smartphone est à leurs yeux un moyen de conserver son libre-arbitre et son indépendance.

Même si ceux qui n'en possèdent pas sont de moins en moins nombreux, il est tout-à-fait possible de vivre sans téléphone portable. Par ailleurs et pour l'heure, aucune obligation légale n'impose la possession d'un tel appareil.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement est invité à répondre aux questions suivantes :

1. A l'heure de l'urgence climatique, le Gouvernement pense-t-il qu'il soit souhaitable de favoriser l'usage du smartphone pour accéder aux services de l'administration cantonale ?
2. Toutes les prestations de l'administration cantonale sont-elles accessibles aux personnes non connectées ou qui ne disposent pas d'un téléphone portable ? Si tel n'est pas le cas, quelles sont les prestations concernées et qu'entend faire le Gouvernement pour y remédier ?
3. Afin de diminuer l'impact environnemental et les effets négatifs du numérique, le Gouvernement a-t-il déjà entrepris une réflexion sur la "dénumérisation" des services de son administration quand cela est possible ? Sinon, entend-il mener une réflexion ?

Philippe Riat (Verts)

Co-signataires

- Rémy Meury (CS-POP)
- Ivan Godat (Verts)
- Magali Rohner (Verts)

- Jérôme Corbat (CS-POP)
- Tania Schindelholz (CS-POP)
- Roberto Segalla (Verts)
- Baptiste Laville (Verts)

Intervention déposée officiellement le 30 septembre 2020

Documents annexés

- qe3333.pdf



Téléphones portables : pas toujours supportables !

Le smartphone est un gros consommateur de ressources naturelles non renouvelables. Il contient entre 40 et 60 métaux différents. Nombre de ces composants ont été extraits dans des terres rares dont l'exploitation est régulièrement dénoncée. Et pourtant, malgré la rareté de ces composants, le téléphone portable n'a une durée de vie que très limitée et les fabricants rivalisent d'idées pour pousser les consommateurs à en changer le plus souvent possible. Ces appareils sont en outre énergivores. Ils sont connectés à des applications elles aussi énergivores qui travaillent de manière invisible et en permanence. Plus on utilise du numérique, plus on produit de données, plus on a besoin de les stocker, plus ça coûte en ressources et en énergie. De leur production à leur destruction, les smartphones ont un impact environnemental catastrophique : *on pollue désormais plus en prenant son smartphone qu'en prenant l'avion !*

Les études se multiplient également pour mettre en garde sur l'utilisation excessive de ces appareils : effets néfastes sur la santé, dépendance digitale, problèmes d'addiction, source d'accident, abus en tout genre, etc.

Pour certains, ne pas posséder de smartphone relève d'un aspect plus politique : récolte de données personnelles et capitalisme de surveillance, mainmise des firmes privées sur les technologies, outil de contrôle, injonction faite à chacun d'être constamment connecté et donc disponible en permanence, etc. Ne pas avoir de smartphone est à leurs yeux un moyen de conserver son libre-arbitre et son indépendance.

Même si ceux qui n'en possèdent pas sont de moins en moins nombreux, il est tout-à-fait possible de vivre sans téléphone portable. Par ailleurs et pour l'heure, aucune obligation légale n'impose la possession d'un tel appareil.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement est invité à répondre aux questions suivantes :

1. **À l'heure de l'urgence climatique, le Gouvernement pense-t-il qu'il soit souhaitable de favoriser l'usage du smartphone pour accéder aux services de l'administration cantonale ?**
2. **Toutes les prestations de l'administration cantonales sont-elles accessibles aux personnes non connectées ou qui ne disposent pas d'un téléphone portable ? Si tel n'est pas le cas, quelles sont les prestations concernées et qu'entend faire le Gouvernement pour y remédier ?**
3. **Afin de diminuer l'impact environnemental et les effets négatifs du numérique, le gouvernement a-t-il déjà entrepris une réflexion sur la « dénumérisation » des services de son administration quand cela est possible ? Sinon, entend-il mener une telle réflexion ?**

Delémont, le 30 septembre 2020

Groupe Verts et CS-POP
Philippe Riat